

COMPARAISON DES PLATEFORMES POUR LES ÉLECTIONS DE L'ONTARIO DE 2022



INVESTIR DANS LES SERVICES PUBLICS

- Investissements annuels dans les hôpitaux supérieurs à l'inflation
- Nouveau système public de soins à domicile sous réglementation provinciale
- Embauche de plus de travailleurs de l'éducation en se basant sur les besoins réels
- Rétablissement du modèle de financement 50/50 pour le transport en commun municipal et création d'un réseau d'autobus et de train qui relie la province
- Élimination des soins de longue durée à but lucratif, 30 000 nouveaux lits, 10 000 nouveaux préposés aux services de soutien à la personne et 30 000 nouveaux infirmiers
- Nouveau plan de financement préétabli afin de financer adéquatement les écoles publiques
- Élimination des ententes de partenariat public-privé (PPP)
- Régler les retards quant à la maintenance et aux réparations des écoles sur une période de dix ans en utilisant des employés du secteur public
- Doubler le fonds pour l'éducation en milieu rural et dans le Nord
- Augmentation de 17 millions de dollars pour les services de crise en santé mentale

FAIRE EN SORTE QUE LES RICHES PAIENT LEUR JUSTE PART

- Augmentation du taux d'impôt des sociétés à 13 %, ainsi qu'un impôt sur les gains en capital doublé pour les grandes entreprises et les individus qui gagnent plus de 3 millions de dollars
- Gel des impôts pour les ménages de la classe inférieure et moyenne (qui gagnent < 200 000 dollars par année)
- Taxe annuelle sur la spéculation et l'inoccupation de 20 % aux investisseurs immobiliers
- Un régime fiscal de plafonnement et échange aux entreprises polluantes

RENFORCER LES DROITS DES TRAVAILLEURS

- Couverture de la CSPAAT pour tous les travailleurs essentiels
- Abrogation du projet de loi 124 et rétablissement de la libre négociation collective
- Création de « Prestations Ontario », un ensemble d'avantages sociaux transférables pour les travailleurs qui changent d'emploi
- Dix journées de maladie payées par les employeurs pour tous
- Projet pilote d'une semaine de travail de quatre jours
- Aucune loi forçant le retour au travail pour mettre fin aux grèves
- Accréditation par « vérification de cartes » et arbitrage pour une première convention collective afin de faciliter l'adhésion à un syndicat
- Tous les travailleurs seraient couverts par une Loi sur les normes d'emploi améliorée, avec un salaire égal pour les travailleurs occasionnels et à temps partiel
- Lois anti-briseurs de grève pour mettre fin aux travailleurs de remplacement lors de grèves

AUGMENTER LES SALAIRES ET S'ATTAQUER AU COÛT DE LA VIE

- Doubler les prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et d'aide sociale au cours des deux premières années
- Augmentation du salaire minimum à 16 \$ et augmentation de 1 \$ par année, ainsi qu'augmentations substantielles dans l'ensemble du secteur public par l'entremise de la négociation collective libre et équitable
- Salaire minimum de 25 \$ pour les préposés aux services de soutien à la personne et les travailleurs en garderie
- Soins en santé mentale gratuits pour tous
- Contrôle des loyers pour tous les appartements et subventions au logement pour ceux qui n'ont pas les moyens de payer un loyer
- Soins dentaires gratuits pour les ménages gagnant < 90 000 \$, échelle mobile pour les revenus plus élevés et accélération du régime d'assurance-médicaments
- Annulation de tous les intérêts sur les prêts étudiants provinciaux
- Réglementation du prix de l'essence et fin de la discrimination liée à l'assurance-automobile en fonction du code postal

LUTTER CONTRE L'INÉGALITÉ ET LA CRISE CLIMATIQUE

- Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation
- Green New Democratic Deal : planter un milliard d'arbres, plus important programme écologique d'amélioration énergétique des bâtiments au monde, amélioration de la ceinture verte, 1 million d'emplois verts afin de réduire les combustibles fossiles
- Soins de santé liés à l'affirmation de genre pour les personnes de tous les genres, des médicaments gratuits pour les transitions, ainsi que des traitements et des médicaments gratuits contre le VIH
- Déclaration de la dépendance aux opioïdes comme étant une crise de santé publique, augmentation du nombre de sites de consommation sécuritaires et décriminalisation de l'utilisation de la consommation personnelle de drogues
- Déclaration du racisme à l'égard des Noirs comme étant une crise de santé publique
- Mettre fin au fichage par la police et destruction de tous les dossiers de fichage
- Dépolluer Grassy Narrow (contamination au mercure)

- 3,3 milliards de dollars pour les hôpitaux, bien que les besoins réels d'ici 2029 soient de 65 milliards de dollars
- 1 milliard de dollars pour les soins à domicile, mais presque tous les soins seront offerts par des entreprises privées
- 230 millions de dollars pour embaucher des travailleurs dans l'ensemble du système de santé et aucun engagement quant à un nombre précis
- Se concentrer sur la construction d'autoroutes et de réseaux de transport, mais le tout avec des entrepreneurs privés
- Continuer de dépendre des foyers de soins infirmiers à but lucratif, aucune responsabilisation, aucune vérification
- Manque à gagner projeté de 12,3 milliards de dollars en éducation d'ici 2030
- En général, ils dépenseront 1 292 \$ de moins par personne en services publics d'ici 2026

- Réduction supplémentaire de 3,8 milliards de dollars en impôts des particuliers et des entreprises
- Aucun plan pour générer des revenus et ils continueront de priver le secteur public de revenus

ALORS QU'ILS ÉTAIENT AU POUVOIR :

- Ils ont distribué 5 milliards de dollars par année en réductions d'impôt

- Augmentation des paiements des travailleurs à la CSPAAT, mais aucun engagement quant aux échéanciers ou aux montants
- « Examen » d'un ensemble d'avantages sociaux transférables
- 114 millions de dollars pour promouvoir les métiers spécialisés

ALORS QU'ILS ÉTAIENT AU POUVOIR :

- Ils ont adopté le projet de loi 124, plafonnant les salaires du secteur public à 1 %
- Ils ont réduit les prestations de la CSPAAT et utilisé les surplus pour rembourser les cotisations patronales
- Ils ont soustrait les travailleurs à la demande de la *Loi sur les normes d'emploi* et leur ont accordé moins de droits et d'avantages que pour les autres travailleurs
- Ils ont abrogé les réformes du droit du travail
- Ils ont régulièrement eu recours à des lois forçant le retour au travail

- Gel continu des prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et d'aide sociale
- Aucun changement à l'approche relative aux salaires dans le secteur public et ils ont refusé d'abroger le projet de loi 124
- Augmentation du crédit d'impôt pour les familles à faible revenu de 25 \$
- Rendre la « prime liée à la pandémie » permanente et offrir une prime unique de maintien en fonction aux infirmiers
- Crédit d'impôt pour les soins à domicile pour les personnes âgées seulement, avec un maximum de 1 500 \$

- Rien de neuf à offrir
- Augmentation de la production de gaz de façons qui augmentent les émissions d'autant que 400 %

ALORS QU'ILS ÉTAIENT AU POUVOIR :

- Ils ont imposé une éducation sexuelle homophobe obsolète, ont refusé de mettre en œuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, ont refusé de reconnaître une journée de la vérité et de la réconciliation, ont soutenu le fichage par la police et ont étendu les pouvoirs de la police
- Ils n'ont pas respecté chaque échéancier et référence pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat

- 2 milliards de dollars pour davantage de soins à domicile – sans aucun échéancier et « une préférence » pour les soins publics
- Embauche de 100 000 travailleurs dans l'ensemble du système de santé – aucun engagement général quant aux niveaux de financement dans les hôpitaux
- Embauche de 16 000 travailleurs de l'éducation et 10 milliards de dollars pour les réparations dans les écoles

ALORS QU'ILS ÉTAIENT AU POUVOIR :

- Ils ont fermé 124 écoles, retiré le droit de grève aux travailleurs de l'éducation et imposé une stagnation des salaires
- Ils ont gelé le financement des hôpitaux quatre années consécutives et nous ont donné le moins grand nombre de lits par habitant au pays
- La vérificatrice générale a conclu que 74 projets libéraux de privatisation en PPP ont coûté à la province 8 milliards de dollars de plus que ce qu'il en aurait coûté avec le secteur public
- Ils ont maintenu les dépenses de programmes à 1,4 % de 2011 à 2017, sous l'inflation et la croissance de la population
- Ils ont privatisé Hydro One

- Ils surseoiront à l'impôt des sociétés des petites entreprises pendant deux ans
- Aucun plan fiscal ou de revenus général

ALORS QU'ILS ÉTAIENT AU POUVOIR :

- Ils ont baissé le taux d'imposition des sociétés de 14 % à 11,5 %, ce qui a entraîné une perte de revenus annuels de 3,5 milliards de dollars

- Abrogation du projet de loi 124
- « Examen » d'un ensemble d'avantages sociaux transférables
- Dix journées de maladie payées pour tous, mais financées par les contribuables et non par les employeurs
- Projet pilote d'une semaine de travail de quatre jours
- Les travailleurs à la demande seront couverts par la *Loi sur les normes d'emploi*, mais aucun engagement quant aux améliorations

ALORS QU'ILS ÉTAIENT AU POUVOIR :

- Ils ont attaqué la libre négociation collective avec des décrets de « zéro » net et adopté des lois forçant le retour au travail (y compris des membres de la section locale 3903 du SCFP) et le projet de loi 115, plus tard jugé inconstitutionnel par la Cour supérieure de l'Ontario
- Ils ont rejeté les demandes pour dix journées de maladie payées et ont plutôt introduit deux congés d'urgence payés
- Ils n'ont pas introduit la vérification des cartes universelle et n'ont pas éliminé les exceptions à la couverture de la *Loi sur les normes d'emploi*

- Augmentation de 20 % des prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et d'aide sociale sur deux ans; cependant, alors qu'ils étaient au pouvoir, ils ont gelé ces taux pendant des années
- Augmentation du salaire minimum à 16 \$, puis ils aboliront le salaire minimum et établiront des montants de « salaire suffisant » régionaux
- Salaire minimum de 25 \$ pour les préposés aux services de soutien à la personne
- Soins en santé mentale gratuits pour les professionnels de la santé seulement et aucun engagement quant aux soins dentaires ou au régime d'assurance-médicaments
- Augmentation de 1 000 \$ par année maximum à la pension de vieillesse
- Aucune TVH sur les aliments préparés de moins de 20 \$
- Réduction temporaire des frais de transport en commun à 1 \$
- Crédit d'impôt pour les pneus d'hiver

ALORS QU'ILS ÉTAIENT AU POUVOIR :

- Ils ont réduit la prestation liée au travail pour les prestataires du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées qui travaillent et gelé les taux du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et d'aide sociale pendant des années
- Ils ont mis en œuvre un plan de logement qui exigeait que seulement 10 % des constructions de logements soient pour des logements abordables et seulement 5 % pour les zones à faible densité

- Mise en œuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation
- Amélioration de la ceinture verte et plantation de 800 millions d'arbres
- Examen des pratiques en matière de santé liées au genre et « examen » d'un accès aux médicaments pour les transitions et contre le VIH
- Interdiction des armes de poing, mais aucun changement aux pratiques policières
- Des subventions sont proposées pour les améliorations, les véhicules électriques et les stations de recharge
- Création de 25 000 emplois verts

ALORS QU'ILS ÉTAIENT AU POUVOIR :

- Ils ont créé la ceinture verte, mais la vérificatrice générale a conclu qu'il y avait eu négligence dans la transmission des rapports quant à l'état de l'environnement
- Ils ont refusé d'interdire le fichage